

La tech peut-elle être la solution à tout ?

Avec le Grand Bain, La French Tech Aix-Marseille a réuni pendant une journée acteurs et actrices de l'écosystème tech et citoyen·ne·s pour phosphorer sur la réponse des nouvelles technologies aux grands enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Temps de lecture : minute

16 octobre 2019

Scientifiques, entrepreneur·e·s, journalistes, acteurs et actrices de l'écosystème tech se sont retrouvés vendredi dernier sur la scène de l'amphithéâtre du Mucem pour la première édition du Grand Brain. L'événement, sorti de terre en quelques semaines sous l'impulsion d'Aix-Marseille French Tech (AMFT) a réuni des profils variés, aux confins de la tech et des industries créatives, pour échanger autour de 6 thématiques : "talents et inclusion", "healtech", "greentech", "africatech", "liberté et démocratie" et "culture tech". L'objectif de la journée ? Phosphorer sur la "tech for good" et explorer les pistes qui permettent de mieux vivre ensemble, avec humour mais sans fausse légèreté.

" Pourquoi on fait ça ? Parce que Marseille est un endroit où il y a une énergie latente mais émergente. Cette image du bain c'est parce que bien souvent on a tendance à jouer un peu l'entre-soi dans la tech. Or il est important de comprendre ce que font les étudiants et les patrons des entreprises traditionnelles. On a donc voulu un

bain pour que tout ce monde se rencontre en live et échange ", a expliqué Pascal Lorne, CEO d'Aix-Marseille French Tech, en préambule.

La tech peut-elle sauver le monde ?

À cette question posée lors de la session thématique sur la greentech, la réponse fut non. Pour Stéphanie Goujon, directrice générale du French Impact qui inaugurait la session, *"la tech ne suffira pas. Pour sauver le monde, tout est question de changement de comportements, même si on a besoin de la tech comme d'un accélérateur, qui permet de changer d'échelle et de maximiser sa visibilité"* . Une vision que ne partageait pas forcément Remy de Tonnac, partner chez ETF Partners qui a affirmé ne pas *"connaître un sujet que l'on ne sait pas adresser avec la technologie"* . Bémol cependant sur la capacité des gouvernements à allouer des fonds à ces technologies. Pour l'investisseur, le tableau est clair (mais sombre), *"il faudra un demi million de morts à Paris, Londres ou New York pour faire bouger les choses et décider de là où l'on met de l'argent"* .



À lire aussi

Marcel Gauchet : "On a cru naïvement que l'intelligence collective allait sortir des réseaux sociaux"

La chercheuse Déborah Pardo, cofondatrice du programme d'accompagnement Earthship sisters qui animait, avec brio, le débat, s'est interrogée sur les effets réels de ces technologies et a ouvert le panel sans mâcher ses mots :

"Est-ce que la green tech a des bénéfices supérieurs à ses impacts ? Ou n'est-ce pas un énième joujou ou caprice de capitalistes ? Ne pourrait-on pas planter plus d'arbres et arrêter de tout détruire par nos changements de comportement ?"

Mais pour Anthony Alfont, CEO de Digital for the planet, un projet visant à développer le numérique de demain "*la greentech est une étape nécessaire*". Même si en France, regrette-t-il, "*on a du mal à créer des logiques de consortium tripartite "État, entreprises et startups" qui puisse mener un combat commun en mettant les ressources en commun*". Pour ce dernier, la solution passerait par une dynamique européenne plus forte, qui donnerait les moyens d'innover mais surtout d'"*échouer et d'apprendre*".

Peut-être, mais pas sans nous

Si la technologie est censée être une voie vers le mieux, ce nouveau chemin ne pourra pas s'ouvrir tant qu'une grande frange de la population

restera à l'écart, sur le bas-côté. La diversité, devenue fer de lance de la French Tech sous la présidence de Kat Borlongan, était aussi la thématique d'entrée en matière de cette journée placée sous le signe du "vivre ensemble" . Et pour les intervenants et intervenantes, les réponses à apporter au problème criant de l'absence de diversité dans la tech sont claires. Et si cela commence par la formation, ça se poursuit surtout au sein des entreprises qui doivent savoir répondre à cet enjeu, et envoyer valser leurs préconçus et les biais dont les dirigeant·e·s et services RH sont pétris, consciemment ou non.

— *Anais Richardin ? (@A_Richardin) October 11, 2019*

Clément Marcelet, ancien responsable de la communauté Airbnb a ainsi invité les managers à sortir de leurs cases et de leurs habitudes pour donner leur chance à des profils qui ne leur ressemblent pas, à l'instar de ses anciens patrons, qui l'ont embauché alors qu'il n'affichait pas un CV sur-mesure mais "*un Deug en sciences du langage*" .

Le même conseil pourrait tout aussi bien s'appliquer aux fonds d'investissement, dans les rangs desquels on ne trouve qu'un faible pourcentage de femmes. 9% précisément. Résultat, les 10% de femmes fondatrices ou cofondatrices de startups en Europe n'ont accès qu'à 2% de l'investissement en capital-risque. "*Aujourd'hui, les femmes ne sont pas financées*" , regrette Caroline Ramade, créatrice du collectif 50intech, "*or les femmes ne représentent pas la diversité, mais bien la majorité !*" Une majorité de moins en moins silencieuse qui ne fourmille pourtant pas encore assez dans les rangs homogames de l'entrepreneuriat.

Or, comme l'a rappelé Léa Zaslavsky, cofondatrice de Makesense -qui fédère citoyen·ne·s, entrepreneur·e·s et organisations autour des défis sociaux et environnementaux auxquels nous faisons face-, diversité et parité ne doivent pas rester un voeu pieux. *"Notre avenir peut-être radieux, à condition de ne pas construire la société chacun dans son coin. Notre unique chance est de construire ensemble la société de demain sans beaux discours. Il faut que l'on crée les passerelles nécessaires entre les institutions, les entreprises et les citoyens"* . Et ne pas laisser notre avenir aux seules mains de la tech et des robots, ces *"enfants très très cons, qui progressent très très vite"* comme les a justement présentés l'ancien journaliste Benoît Raphaël.

Article écrit par Anais Richardin